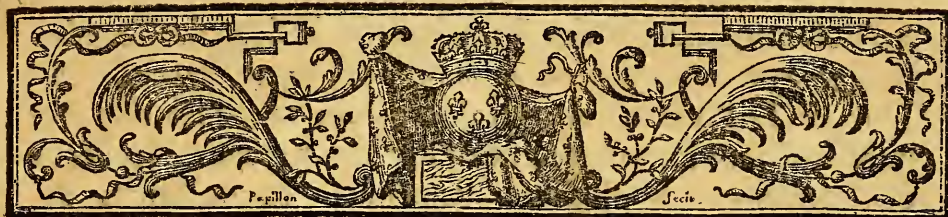




Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
Boston Public Library

<http://www.archive.org/details/arrrduconseild01fran>



ARRÊT
DU CONSEIL D'ÉTAT
DU ROI,

*Portant nomination des Commissaires pour tenir
le Conseil des Prises près l'Amiral
de France.*

Du 19 Juillet 1778.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

LE ROI voulant nommer des Commissaires pour tenir Conseil près de M. le Duc de Penthièvre, Amiral de France, à l'effet de juger des prises qui pourront être faites sur les fujets du Roi d'Angleterre, partages d'icelles, incidens dépendans desdits partages, échouemens des Bâtimens ennemis, circonstances & dépendances, conformément au règlement donné par Sa Majesté cejourd'hui. Oûi le rapport, & tout considéré : LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a commis & commet les sieurs d'Agueffeau, Feydeau de Marville, Moreau de Beaumont, de la Porte, Bertier de Sauvigny, de Boullongne, Joly de Fleury, Boutin, & de Sartine, Conseillers d'État; les sieurs Michaut de Montaran père, Doublet de Persan, Brochet de Verigny,

& Tolozan, Maîtres des Requêtes; & le sieur de Grandbourg, Secrétaire général de la Marine, pour, avec M. le Duc de Penthièvre, Amiral de France, procéder en première instance, au jugement des prises, partages d'icelles, échouemens des Bâtimens ennemis, circonstances & dépendances, dont les instructions auront été faites par les Officiers des Amirautés: attribuant, Sa Majesté, à M. le Duc de Penthièvre, & auxdits sieurs Commissaires, tout pouvoir & juridiction à ce nécessaires, & icelle interdisant à ses autres Cours & Juges. Et pour faire les fonctions de Greffier audit Conseil, Sa Majesté a commis & commet le sieur Bigot: Ordonne que les appellations des ordonnances qui seront rendues par l'Amiral de France & lesdits Commissaires, seront portées en son Conseil royal des Finances, pour y être jugées au rapport du Secrétaire d'État ayant le département de la Marine; & sur les conclusions du sieur Chardon, Maître des Requêtes, Procureur général de Sa Majesté audit Conseil royal, pour les prises. FAIT au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le dix-neuf juillet mil sept cent soixante-dix-huit. *Signé* DE SARTINE.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE. 1778.

